

Mobilisations lycéennes dans le bassin lensois

« Une seule solution... c'est l'intimidation... ? »

En décembre, les lycéens d'Avion (Picasso), Lens (Condorcet et Béhal), et Liévin (Darras) ont exprimé leur refus des réformes Blanquer par des mobilisations fortes. Les militants des S1 étaient aux côtés de leurs élèves. Mais la répression policière a été méthodique...

A Darras, les rassemblements d'élèves ont commencé le 7/12 et se sont reproduits régulièrement. Plusieurs fois, la police a chargé. Le 14, les élèves ont été refoulés dans le lycée par la police. Le 20, une délégation d'une quinzaine d'entre eux a souhaité se rendre à Lens pour participer à un rassemblement, mais suivis puis menacés par la police, ils ont dû renoncer.

A Condorcet, les lycéens se sont mobilisés devant les grilles, dès le matin du 6/12. Les forces de l'ordre ont d'emblée installé un climat de tension, y compris avec les personnels cherchant à apaiser la situation. Un lycéen de 16 ans a été interpellé de manière musclée, accusé de violences sur la police (aucun policier n'a été blessé ce jour là...). Il est resté 7 heures en garde à vue, avant d'être libéré pour recevoir des soins à la tête. Le tribunal de Béthune devait se prononcer sur son cas le 8 février... A Béhal, chaque jour de mobilisation a vu son lot d'intimidations envers les élèves (gaz lacrymogènes, utilisation des infâmes « LBD40 », charges de police et interpellations, etc.). Ceux-ci ont même été fouillés avec vérification d'identité afin d'accéder à l'établissement ! Pourtant, il y eut une réelle volonté de la part de certains lycéens de mener leur combat de manière raisonnée et

institutionnelle, mais ils ont peiné à trouver des interlocuteurs à l'écoute.

A Picasso, le mouvement a commencé le 6/12, et s'est déroulé de manière calme et organisée. Mais dès le 10/12, deux policiers (avec un LBD40...) ont stationné à la porte d'entrée, pour intimider. Et puis le 11/12, débarquement d'une cinquantaine de policiers venant disperser des élèves qui discutaient tranquillement devant leur lycée... Là encore, une réponse policière disproportionnée et choquante.

Qui refuse le dialogue ?

Une AG de bassin le 10/12 à Liévin a permis une rencontre entre syndicalistes enseignants et quelques lycéens. Nous avons alors suggéré une demande d'audience en sous-préfecture de Lens. Hélas, le sous-préfet n'était pas disposé au dialogue, condamnant les élèves à un face à face dangereux avec la police. Dans plusieurs lycées, il a en outre été difficile pour les élèves de pouvoir se réunir ailleurs que... sur le trottoir. Est-ce ainsi que l'on favorise la démocratie, le dialogue et la citoyenneté ?

Faute de trouver un interlocuteur en sous-préfecture, c'est vers la mairie de Lens que se sont

tournés certains lycéens, tandis que la mairie d'Avion avait reçu ceux de Picasso dès le début de leur mobilisation. Puis vint une audience à la communauté d'agglomération, sollicitée le 14 décembre par les syndicalistes enseignants. Les représentants élèves des 4 lycées y ont été entendus une première fois. Suite à cette audience, ils ont pu s'exprimer devant le conseil communautaire de l'agglomération, le 18/12. Ils ont expliqué leur refus des réformes et exposé la violence de la répression, ainsi que les différentes intimidations subies. Ils ont réclamé le droit d'accéder à leur lycée sans fouille ni vérification d'identité. À l'unanimité, le conseil communautaire a exprimé son soutien au mouvement des lycéens et à leurs formes d'expression.

Les lycéens ont donc cherché à exprimer clairement leurs revendications. Mais visiblement, en cohérence avec l'attitude du ministre, les autorités préfectorales avaient décidé de criminaliser cette mobilisation et de la mater par la répression. Stratégie navrante, et toujours dangereuse à moyen terme... ■

Les secrétaires de S1 des lycées Béhal, Condorcet, Darras et Picasso.